

Le plan de communication foireux d'Alain-Claude Bilie-By-Nzé

E.A

Toujours en retard dans l'action, le porte-parole à réaction du gouvernement est un ministre de la Communication d'un genre singulier. Lecteur assidu des dépêches de l'Agence gabonaise de presse (AGP), vulgarisateur des décrets présidentiels, maître queux de la soupe émergente et exégète malhabile de la pensée d'autrui, Alain-Claude Bilie-By-Nzé s'est installé à demeurer dans le registre de la communication d'éreintement, c'est-à-dire épuisante et qui critique sévèrement et avec malveillance les contradicteurs de son maître. Pour un oui ou pour un non, pour peu qu'il entende prononcer quelque part le nom d'Ali Bongo sans déférence, le voilà qui dégaine et tire aveuglement sur tout ce qui bouge.



Alain Claude Bilie Bi Nze
l'art de la parole inutile.

Un ministre de la Communication est un serviteur de l'Etat dont la moindre des qualités est l'inventivité. Dépourvu de ce don, Alain Claude passe son temps à essayer de prospérer sur la parole des autres, sans jamais fructifier la sienne. Le peut-il ce repris de justice doublé de délinquant ? Non, sa conscience abrutie lui permet de délivrer des chèques provision et de dénuder un recteur. Il avait promis le paiement de la PIP en juin. Où en est-on ? Rien de visible à l'horizon.

Vendredi 08 juillet 2016, il a fait, pendant sa conférence, des révélations fracassantes. Tel le taureau piqué au vif dans une arène andalouse surchauffée, le porte-lingue était échaudé par les « confessions » explosives de Frédéric Massavala Maboumba.

En effet, la veille au soir sur Gabon Télévision, l'ancien ministre délégué devenu soutien de Guy Nzouba Ndama avait affirmé, au cours d'un débat avec Alexandre Tapoyo, qu'Ali Bongo touchait mensuellement 180 000 000 FCFA en qualité de PCA de l'Agence nationale des grands travaux (ANGT). A dire vrai, il n'y avait pas de quoi fouetter un chat, étant donné qu'en dehors du montant vertigineux des émoluments, tout le monde savait déjà que l'enfant-roi multipliait les activités lucratives, en violation ostensible de l'article 14 de la Constitution. Que dire du siphonage de l'économie gabonaise par Delta Synergie ?

Pour éteindre le feu – dans l'esprit de Bilie-By-Nzé cela veut dire « ajouter de l'huile sur le feu » - le pire ministre de la Communication du Gabon est venu apporter un démenti indifférencié face aux journalistes. Il a tout nié en bloc, rejeté ce « mensonge éhonté » - parole d'expert – et s'est attaqué à Guy Nzouba Ndama. « On a à inscrire le fait que Guy Nzouba Ndama gagnait, lui, 160 millions à l'Assemblée nationale. Ça, c'est un fait avéré et nous attendons qu'il vienne apporter la preuve du contraire ». Vous ne rêvez pas, c'est un ministre de la République qui se permet ainsi de lancer, avec autant de légèreté, des défis de cour de récréation à de hauts dignitaires de l'Etat. Son éducation est problématique. Sauf à prendre pour des idiots les journalistes qui s'ennuient à l'écouter d'une oreille distraite, Bilie-By-Nzé n'a pas expliqué en quoi (le salaire ?) de 160 millions de Nzouba Ndama était illégal. Car, l'ancien président de la chambre basse du Parlement n'a jamais été poursuivi pour ces « faits avérés » rapportés par le porte-parole du gouvernement. Et pourquoi avoir attendu de briser le silence seulement après les révélations de Massavala ? Où se cachait donc Bilie-By-Nzé, depuis tout ce temps ? Va-t-il également se lancer dans une croisade d'assainissement financier contre Richard Auguste Onouvié, bénéficiaire, lui aussi, d'un salaire de 160 millions par mois ? Ce serait un dévouement salutaire de sa part, à condition de ne pas oublier sa toge de juge assermenté à la Cour des comptes.

Le vrai scandale, c'est que l'Etat continue de payer le salaire d'Alain-Claude Bilie-By-Nzé, un fonctionnaire prodigieusement inutile pour la République. En plus de faire très imparfaitement son travail – c'est-à-dire jouer à l'ange gardien du président – tout le monde sait qu'Ali Bongo se moque de violer la Constitution, tout comme il méprise ce que les Gabonais peuvent penser de lui.

A partir de là, le plan de communication foireux du ministre ressemble à un emploi fictif.